

Bruxelles, le 22 juin 2022

Un financement pérenne de l'audiovisuel public français pour préserver la diversité culturelle et l'information plurielle

Les syndicats des médias, spectacles et arts affilié à UNI Global Union se joignent aux affiliés français de la CGT, CFDT et FO pour revendiquer un financement pérenne de l'audiovisuel public.

Nos sociétés démocratiques en Europe ont besoin d'un service public de l'audiovisuel fort pour préserver le pluralisme, développer la diversité culturelle, assurer un service universel et une participation inclusive de tous les citoyens. L'audiovisuel public français joue un rôle important dans le monde entier. Sa qualité est reconnue et un point de référence au-delà du monde francophone. Son engagement pour une coopération et production transfrontalière et entre différentes cultures et langues contribue à tisser des liens entre les peuples.

Affaiblir l'audiovisuel public signifie affaiblir l'engagement pour un écosystème des médias pluralistes, divers, inclusifs et ouverts vers le monde. Dans un monde dominé par des multinationales puissantes qui réduisent l'espace public et favorisent le développement des courants dominants, l'audiovisuel public est un acteur qui garantit un espace accessible à tous les citoyens permettant l'expression des voix, histoires, et thèmes qui reflètent la diversité de nos sociétés. Investir dans le développement de l'audiovisuel public, c'est investir dans l'espace culturel public de nos sociétés, c'est investir dans la démocratie.

Cet investissement dans la démocratie de nos sociétés doit se traduire par un financement adéquat, dynamique et progressif de l'audiovisuel public. Il doit disposer d'une ressource affectée, garantissant au mieux son indépendance économique et politique. Son financement doit permettre d'investir dans les femmes et hommes de l'audiovisuel public, dans leur talents, compétences, leurs professionnalismes et capacités et de faire face aux évolutions technologiques.

Nous nous déclarons solidaires avec nos collègues français qui appellent à la grève le 28 juin et nous nous engageons à les soutenir dans leurs efforts de sauver l'audiovisuel public. Nous demandons au gouvernement français de s'engager à un financement pérenne de l'audiovisuel public basé sur les principes suivants :

- ✓ Un financement mixte ancré dans un système de redevance indexée tenant compte de l'inflation
- ✓ Un plan pluriannuel de financement qui permettrait de développer véritablement les services et d'investir dans les compétences des travailleurs
- ✓ Une stratégie à long terme qui vise à moderniser les services fournis aux citoyens, amplifiant la présence numérique et préservant l'empreinte linéaire et régionale
- ✓ La mise à disposition des moyens dédiés aux programmes et outils qui visent à protéger les citoyens de la désinformation